

LASHKAR-E-TAIBA: UNE ORGANISATION LOCALE, DES AMBITIONS MONDIALES

Certains experts en terrorisme voient dans le groupe djihadiste pakistanais Lashkar-e-Taiba (LeT) une organisation susceptible de succéder à Al-Qaïda. Le groupe s'est montré à la hauteur de sa réputation avec les attentats de Bombay de 2008 qui ont tué des ressortissants indiens et occidentaux. On soupçonne aussi que le LeT jouit d'une certaine protection étatique car il coopère avec des représentants des services de sécurité pakistanais. Le LeT passe en attendant pour une menace à la sécurité internationale en raison de ses ambitions mondiales.



Reuters / Jayanta Shaw

L'hôtel Taj en feu à Bombay: cet attentat a fait connaître le LeT au grand public. 27.11.2008.

Depuis qu'Al-Qaïda ne perpète plus de gros attentats, de plus en plus d'organisations djihadistes caractérisées par une idéologie similaire attirent l'attention des services de renseignements occidentaux. L'une des plus visibles est le groupe pakistanais *Lashkar-e-Taiba* («armée des purs»). Les services secrets américains voient dans le LeT la plus grande menace pour les intérêts occidentaux en Asie du Sud. Il est difficile de le combattre en raison de ses liens avec des collaborateurs des autorités étatiques pakistanaises. Les opérations du LeT à l'étranger, dont l'intensité augmente, sont une source de préoccupation croissante.

Le LeT est connu des experts depuis plusieurs années. Pendant longtemps, l'orga-

nisation a surtout été active dans la région du Cachemire, revendiquée tant par le Pakistan que l'Inde. En Occident, le groupe ne s'est cependant fait mieux connaître qu'en 2008, quand il a perpétré à Bombay une série d'attentats suicides qui ont tué 25 touristes étrangers et 141 personnes locales. Les ressortissants occidentaux étaient manifestement la cible de ces attentats.

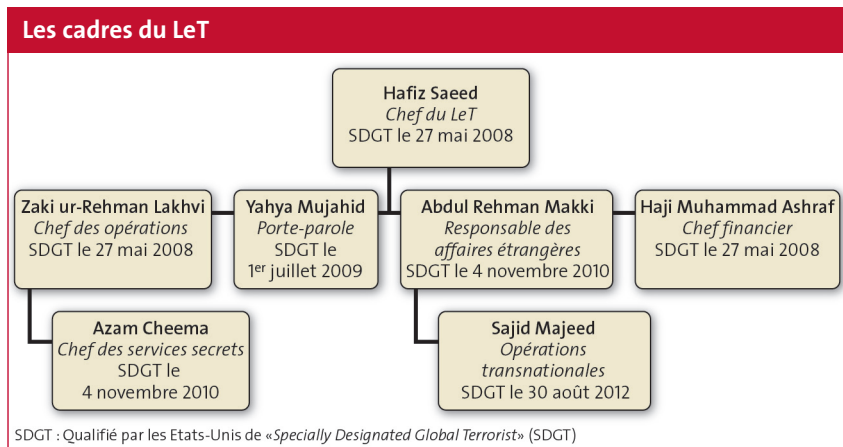
En deux décennies, le LeT est devenu une organisation à trois visages: au Pakistan, le groupe agit comme une œuvre de bienfaisance; dans la région, il opère surtout comme groupe de guérilla dans le contexte du conflit du Cachemire et, sur le plan international, il intervient de plus en plus, depuis quelque temps, comme réseau terroriste.

Nous présenterons dans la suite l'évolution du LeT et ses contacts institutionnels avec des parties des services secrets pakistanais et commenterons la proximité croissante du LeT avec Al-Qaïda. Nous analyserons ensuite comment ce lien ainsi que la pression croissante au sein du groupe ont entraîné une internationalisation de ses ambitions et l'élaboration d'un concept suprarégional pour les opérations djihadistes. Nous examinerons pour terminer l'importance de cette évolution pour les Etats occidentaux.

Origines du LeT

Le LeT a été créé en 1990 dans la province pakistanaise du Pendjab en tant que bras armé d'une organisation baptisée *Markaz Da'wa wal-Irshad* (MDI, «Centre de prédication et d'orientation»). Ce groupe évangéliste se revendiquait d'*Ahl-i Hadith*, une école de droit musulman ayant des affinités avec les wahhabites saoudiens et d'autres courants de pensée salafistes. L'un des co-fondateurs du MDI était Abdullah Azzam, un ecclésiastique palestinien résidant au Pakistan. Il a formulé l'idée d'un djihad complet qui devait réunir les territoires musulmans actuels et anciens en califat mondial.

Osama ben Laden, protégé d'Azzam, s'est lui aussi approprié ce concept pour légitimer l'établissement d'Al-Qaïda. Selon ben Laden, un groupe de djihadistes panarabes doit mener le combat mondial pour les intérêts des musulmans du monde entier. Azzam a cependant soutenu la création d'un groupe concurrent avec des objectifs identiques qui se composait cependant principalement de cadres pakistanais. Ce groupe était le *Lashkar-e-Taiba*.



Malgré les rivalités entourant sa genèse, le LeT a depuis ses balbutiements des contacts et un lien idéologique étroit avec Al-Qaïda. Le groupe arabe a dépensé deux millions d'US\$ pour la construction du quartier général du LeT près de Lahore. Le LeT et Al-Qaïda ont aussi coopéré au niveau de la formation de nouvelles générations de djihadistes. Ils ont développé des plans de formation communs et ont eu recours aux mêmes instructeurs.

Le LeT et Al-Qaïda ont cependant fixé des priorités opérationnelles divergentes en raison de leur composition ethnique différente. Al-Qaïda aspirait à des changements de régime au Proche-Orient car elle considérait la dominance sur le monde arabe comme la clé de la création d'un califat musulman. Le LeT s'est quant à lui concentré sur une reconquête musulmane de l'Inde en raison de ses racines pakistanaises. Ces priorités divergentes ont été masquées rhétoriquement par leur antipathie commune à l'encontre d'Israël. Mais, alors qu'Al-Qaïda est restée par la suite un réseau d'exilés arabes, sans affectation fixe à un territoire déterminé, le LeT est devenu au Pakistan une milice bureaucratisée sous la protection de parties de la bureaucratie étatique.

Des liens avec les milieux de la sécurité pakistanais

Une importante condition indispensable à la croissance du LeT après 1990 a été sa protection par des parties de forces armées pakistanaises et du service secret militaire *Inter Services Intelligence* (ISI). Le LeT a exploité l'intérêt de l'establishment militaire pakistanais pour une guerre par procuration dans la partie indienne du Cachemire. La direction du LeT a décidé de s'assurer la tolérance des autorités pakistanaises pour son objectif de «reconquête» de l'Inde en coopérant avec l'ISI au Cachemire. Elle s'attendait à ce qu'une «libération» du Cache-

mire offre un tremplin pour d'autres offensives djihadistes en Inde.

Les activités du LeT dans cette région ethniquement et linguistiquement autonome se sont avérées plus difficiles que prévu. Le LeT a été perçu sur place comme une organisation externe. Sa direction dépendait du savoir-faire local pour pouvoir réaliser des actions de guérilla. Bien que l'ISI ait pu arranger un certain soutien local, les forces de sécurité indiennes ont pu empêcher que l'idéologie du LeT ne prenne pied à une grande échelle. Le LeT a même été fortement affaibli jusqu'en 1998 en raison de l'infiltration par les services secrets indiens. Le LeT s'est adapté à la nouvelle situation en important du Proche-Orient la tactique des attentats suicides ou *fedayin*. Cette tactique était moins exigeante du point de vue logistique car il ne fallait pas préparer de fuite. Elle était en outre moins sujette à une intervention par les services secrets. Le LeT a commencé à attaquer aussi des cibles civiles en 2002.

Pendant toute cette période, l'ISI a tenu sa main protectrice au-dessus du LeT. Les experts en terrorisme ont soupçonné que l'ISI avait pour objectif d'endiguer les entreprises du LeT à un certain niveau. Mais cette stratégie n'a manifestement pas fonctionné d'emblée. Au lieu de cela, une partie des collaborateurs de l'ISI chargés de surveiller le LeT a adopté l'idéologie de cette dernière. Ils ont pour une part soutenu des attentats terroristes. D'anciens membres du *Special Services Group* (SSG) des forces armées pakistanaises ont par exemple offert un entraînement et des conseils pour des attentats dans des zones urbaines. Les relations indo-pakistanaises ont été beaucoup affectées par ces activités.

L'attentat de Bombay marque un changement de paradigme. Selon les dires de

cadres du LeT arrêtés, des officiers du cadre moyen de l'ISI ont soutenu l'attentat et en ont assuré le financement et l'armement. Après l'attentat, l'ancien directeur de l'ISI a avoué à des fonctionnaires américains, si l'on en croit des documents de WikiLeaks, que des agents de son service «opérant de leur propre chef» auraient pu être impliqués. Cet aveu ainsi que d'autres indices étayant une participation du moins partielle d'acteurs étatiques ont soulevé la question de savoir si les liens étroits avec l'establishment pakistanais avaient eu un effet plutôt modérateur ou au contraire stimulant sur le LeT.

Avec l'attentat de Bombay ainsi que les attentats ciblés contre des touristes occidentaux, le LeT a montré qu'il n'était pas disposé à s'assujettir à l'influence et au contrôle du Pakistan. Au contraire: le LeT avait utilisé ses contacts avec les forces armées et les services secrets pour pouvoir réaliser des opérations plus ambitieuses. Il s'est servi pour ce faire de techniques qui avaient été mises en œuvre pour la première fois au début des années 1990 par Al-Qaïda.

Leçons tirées d'Al-Qaïda

Il existait différents parallèles entre le LeT et Al-Qaïda. Comme elle, le LeT possédait aussi une identité double: il faisait tant office de plateforme d'entraînement pour les djihadistes indépendants du monde entier – une sorte d'«université terroriste» – que de commanditaire direct d'attentats terroristes. Le groupe a profité de cette dualité pour augmenter sa force de frappe. Le personnel de recrutement encourageait des djihadistes de la diaspora pakistanaise nés en Occident à adhérer au groupe. Ces recrues étaient formées au Pakistan en «agents dormants» encadrés par des officiers dirigeants de l'*External Affairs Department* du LeT. A leur retour dans leurs pays d'origine, ils espionnaient des cibles potentielles et se procuraient l'équipement nécessaire pour des attentats. L'étendue de ces activités s'est précisée en 2009 quand des enquêteurs ont découvert une liste de 320 cibles choisies pour des attentats possibles par les planificateurs du LeT.

L'une des principales raisons pour lesquelles le LeT se concentrait de plus en plus sur des cibles internationales était la proximité croissante entre le LeT et la direction d'Al-Qaïda, qui était en fuite depuis 2001. Des documents confisqués en 2011 par des troupes américaines dans le quartier de ben Laden à Abbottabad suggèrent que le chef de file du LeT, Hafiz Saeed, corres-

pondait régulièrement avec lui. Certains dirigeants d'Al-Qaïda ont en outre trouvé, après l'invasion américaine en Afghanistan, refuge dans des cachettes du LeT au Pakistan. Le LeT a bientôt eu la réputation parmi les djihadistes du monde entier d'être un moyen «sûr» d'entrer dans Al-Qaïda car il jouissait de la protection de l'Etat pakistanais mais entretenait aussi des relations étroites avec son pendant arabe.

Le LeT a cependant évité, contrairement à Al-Qaïda, d'assumer la responsabilité des attentats terroristes perpétrés par des djihadistes indépendants formés dans ses camps d'entraînement ou même par ses propres cadres opérationnels. Ces derniers agissaient sous le couvert d'organisations fantômes sans lien visible avec le Pakistan. C'était nécessaire parce que le LeT était beaucoup plus exposé à des mesures de lutte antiterrorisme qu'Al-Qaïda. Le LeT avait plus de 6 000 bureaux au Pakistan. Les lieux de séjour de ses chefs de file étaient en outre bien connus des services de renseignements occidentaux. Pour ne pas être dans le collimateur et prévenir des mesures pénales, le LeT se faisait passer pour une organisation de guérilla agissant principalement au Cachemire avec l'Inde comme cible principale. Elle travaillait simultanément de manière aussi discrète que possible, avec ses réseaux transnationaux dont la structure compartimentée ressemblait à celle d'un service secret, à la réalisation de ses ambitions mondiales de longue date.

Après un attentat suicide contre le parlement indien en décembre 2001, de violentes critiques internationales ont incité le gouvernement pakistanais à interdire le LeT en 2002. De l'avis d'analystes américains et indiens, les restrictions imposées au groupe étaient purement cosmétiques et pouvaient être facilement contournées par une prétendue division administrative. Le LeT s'est séparé, pour l'apparence, de son organisation de base MDI qui a été rebaptisée en *Jama'at ud-Da'wa*. En pratique, le bras militaire et le bras politique continuent cependant d'opérer comme une seule unité et se servent des mêmes installations.

Comme la procédure engagée par les Etats-Unis contre Al-Qaïda a gagné de la puissance de feu, le LeT a vite reconnu que l'axe de poussée djihadiste ne pouvait pas être maintenu longtemps sans soutien public. La direction du LeT a donc décidé de prioriser de plus en plus l'influence idéologique de la société en plus de la formation militaire. L'aile politique du LeT avait déjà

mis sur pied auparavant un grand réseau d'écoles dans tout le Pakistan et avait ainsi créé une base bien disposée dans la classe moyenne. Après 2001, la *Jama'at du-Da'wa* a présenté ces écoles accompagnées d'activités bénéfiques comme des exemples de la contribution sociale positive du LeT. Le LeT n'a par contre pas revendiqué publiquement ses actions violentes.

Externalisation de conflits internes

Trois facteurs principalement internes expliquent que le LeT ait décidé ces dernières années de compléter ses idées, non réalisées dans une première phase, d'un djihad mondial par des attentats au service de ce but. Premièrement, la pression personnelle a augmenté après qu'il se soit avéré que le Cachemire était un territoire d'action moins fertile qu'on ne l'avait d'abord espéré. Les camps d'entraînement djihadistes produisaient plus de diplômés prêts à la lutte qu'on ne pouvait en utiliser. C'est pourquoi on a recherché des cibles alternatives. La direction du groupe craignait que l'oisiveté n'entraîne la démoralisation et l'indiscipline. C'est pourquoi elle a encouragé, pour ainsi dire comme exutoire, la planification de plus grands attentats internationaux. Il était cependant prévu dans une première phase que ces opérations ne soient réalisées que par des acteurs indépendants et non par des cadres opérationnels du LeT. Cela a changé en 2007, quand l'importance du LeT a augmenté pour l'ISI après une crise politique au Pakistan.

En juillet 2007, l'armée pakistanaise a saisi un bastion des djihadistes. Six mois plus tard, une coalition de 27 groupes a créé l'organisation des «talibans pakistanais» qui voulait punir l'armée pour sa «trahison». L'ISI avait d'urgence besoin d'informations des services secrets sur ces groupes et a misé pour ce faire sur le LeT, une organisation djihadiste «loyale». En échange de pots-de-vin massifs et de la latitude d'étendre son infrastructure officielle, le LeT a soutenu les efforts déployés par les forces de sécurité pakistanaises en vue de juguler les actions djihadistes militantes au Pakistan. Le LeT y est aussi parvenu en détournant les énergies de ces groupes vers des cibles à l'étranger. La justification de la direction du LeT était identique à celle de ben Laden antérieurement: des attentats contre d'autres musulmans ne sont pas permis, le djihad ne se dirige que contre les «infidèles». C'est le second facteur qui a entraîné une recrudescence des attentats perpétrés à l'étranger.

Chronologie

- 2012** Le gouvernement américain offre une récompense de 10 millions d'US\$ pour des preuves qui forceraient le Pakistan à condamner le chef du LeT, Hafiz Saeed.
- 2011** Ben Laden est tué, le LeT organise dans tout le Pakistan des manifestations en faveur d'Al-Qaïda.
- 2010** Les Etats-Unis déclarent terroristes plusieurs chefs de file du LeT.
- 2009** Les plans du LeT pour des attentats contre des bureaux médiatiques danois sont déjoués par les services secrets américains.
- 2008** Le LeT organise sous un pseudonyme des attentats à Bombay; l'ONU désigne *Jama'at du-Da'wa* organisation terroriste paravent du LeT.
- 2006** le LeT exécute des attentats à la bombe à Bombay, participe au financement d'attentats prévus avec des «bombes à l'explosif liquide» contre des compagnies aériennes en Grande-Bretagne.
- 2005** Attentats à la bombe à Londres par des extrémiste associés au LeT; l'ONU déclare le LeT organisation terroriste.
- 2002** Le gouvernement pakistanais interdit le LeT.
- 2001** Après les attentats du 11 septembre, le LeT héberge des membres d'Al-Qaïda au Pakistan; les Etats-Unis et la Grande-Bretagne déclarent le LeT organisation terroriste.
- 1999** Le LeT entreprend pour la première fois des attentats suicides aux avant-postes des forces de sécurité en Inde.
- 1998** Al-Qaïda et le LeT s'unissent en «*International Islamist Front*» contre l'Occident et Israël.
- 1993** Le LeT délègue des guérilleros dans la partie indienne du Cachemire.
- 1992** Le LeT recrute des combattants pour la reconquête musulmane de l'Inde, Al-Qaïda qualifie les Etats-Unis de principal ennemi.
- 1990** Le LeT se forme en tant qu'aile militaire de la MDI.
- 1989** L'Union soviétique se retire d'Afghanistan.
- 1988** Ben Laden crée Al-Qaïda.
- 1987** Azzam et ben Laden se séparent, Azzam participe à la création de *Markaz Da'wa wal-Irshad* (MDI).
- 1984** Début de la coopération entre Abdullah Azzam et Osama ben Laden dans la lutte contre les Soviétiques.
- 1979** Invasion de l'Union soviétique en Afghanistan.

Un troisième facteur d'influence a été le changement de génération au sein du LeT. De nombreux membres du niveau de direction moyen du LeT provenaient de la génération des années 1970. Leur socialisation est tombée à un moment où la culture politique du Pakistan était nettement «arabisée». L'afflux des pétrodollars, les sermons d'ecclésiastiques wahhabites d'Arabie Saoudite et une émigration en masse dans le golfe Persique ont sensibi-

lisé de nombreux membres de la classe moyenne pakistanaise à la situation au Proche-Orient. Ils considéreraient de plus en plus l'Occident comme une puissance hostile qui adoptait une position partisane dans le conflit arabo-israélien. Les cadres ambitieux de ce groupe d'âge qui dirigeaient les réseaux transnationaux du LeT voulaient également participer au djihad mondial d'Al-Qaïda.

Un exemple typique est Sajid Maeed (mieux connu sous le nom de «Sajid Mir»), un ancien officier de l'armée et agent de l'ISI et l'orchestrateur des attentats de Bombay. Avant 2008, il avait attiré l'attention des services secrets occidentaux en tant qu'officier dirigeant les «agents dormants» du LeT. En tant que djihadiste «arabisé», il considérait les attentats contre les «infidèles» comme faisant partie intégrante de l'obtention du califat mondial qui servait de vision directrice tant au LeT qu'à Al-Qaïda. Maeed a développé l'idée d'un attentat suicide à Bombay qui devait toucher en même temps des touristes occidentaux et israéliens et des citoyens indiens. Ses motifs revêtaient pour une part un caractère personnel puisqu'il voulait se profiler au sein du LeT et damer le pion à un rival interne qui était responsable des opérations sans commandos-suicides. Après l'attentat de Bombay, Maeed a planifié une action similaire à Copenhague qui a cependant pu être déjouée quand les autorités américaines ont réussi à appréhender un de ses agents en 2009.

Menace et réaction

La pression interne était donc un facteur central de l'internationalisation de la stratégie d'attaque du LeT. Les opérations internationales servent d'exutoire aux rivalités naissant au sein du LeT, comme celle qui opposait deux figures dirigeantes, Zaki-ur-Rehman Lakhvi et Hafiz Saeed. Lakhvi aurait été très fâché que Saeed contrôle les finances du LeT avec le soutien de l'ISI et aurait même menacé ce dernier de mort. C'est pourquoi l'ISI s'est efforcé, par crainte d'une guerre fratricide au sein du LeT, d'endiguer ces tensions et d'encourager à cette fin le groupe à étendre ses activités à l'étranger. Une autre réflexion sous-tend cette canalisation: les personnes responsables au sein des services de sécurité pakistanais veulent empêcher que de futurs attentats contre les citoyens d'Etats occidentaux puissent être retracés directement jusqu'au Pakistan. C'est pourquoi le LeT établit de nouvelles bases dans le golfe Persique et essaie de prendre aussi pied aux Maldives et au

Myanmar où les autorités ont relâché leur vigilance contre l'infiltration djihadiste en raison des troubles politiques.

Les Etats-Unis considèrent entre-temps le LeT comme une menace sérieuse car il est peut-être actuellement le seul groupe djihadiste en mesure d'organiser des attentats transnationaux à grande échelle. Si l'on en croit des renseignements indiens, le LeT a une présence opérationnelle dans 21 pays. Il entretient des contacts avec les islamistes radicaux de nombreux autres pays. On a démantelé des cellules dormantes du LeT dans des Etats comme la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Arabie Saoudite, l'Australie et les Etats-Unis. Ces cellules n'ont été dans certains cas découvertes que peu avant l'exécution d'attentats terroristes, comme dans le cas des «bombes à l'explosif liquide» contre des compagnies aériennes en Grande-Bretagne en 2009.

En raison des liens du LeT avec des représentants des autorités pakistanaises, les analystes américains croient qu'il n'y a, à part exercer une plus forte pression sur le Pakistan, que des options politiques limitées pour combattre le groupe. On pourrait

par exemple exercer une pression sur les autorités de sécurité pakistanaises pour qu'elles participent à l'arrestation de personnalités dirigeantes du LeT responsables de la réalisation d'opérations internationales. Une telle démarche épargnerait l'aile politique du LeT et permettrait au Pakistan de sauver la face. Elle affaiblirait en même temps considérablement les capacités militaires et le potentiel de menace international du groupe. Le Pakistan s'est cependant jusqu'à présent montré peu disposé à participer à des mesures de lutte antiterrorisme contre le LeT parce que ce dernier continue d'être un instrument utile dans l'endigement des groupes militants à l'intérieur du pays et un outil permettant d'influencer le conflit du Cachemire.

Editeur responsable: Daniel Trachsler
analysen@sipo.gess.ethz.ch

Expert ayant contribué à cette analyse:
Prem Mahadevan
mahadevan@sipo.gess.ethz.ch

Commande d'analyses et abonnement:
www.css.ethz.ch/cssanalysen

ISSN: 2296-0228

Parus précédemment

- N° 130: La CPI: attentes élevées, bilan mitigé
- N° 129: Whole of Government: entre intégration et démarcation
- N° 128: Stratégies contre la radicalisation djihadiste en Europe
- N° 127: Le Groupe des pays fournisseurs nucléaires à un carrefour
- N° 126: Pooling and Sharing, Smart Defence et la Suisse
- N° 125: Népal: paralysie du processus de paix et engagement suisse
- N° 124: La guerre civile syrienne: entre escalade et intervention
- N° 123: Les révolutions arabes du point de vue d'Israël
- N° 122: Interdiction des armes chimiques: état des lieux et perspectives
- N° 121: Le conflit autour du programme atomique nord-coréen
- N° 120: Sortie de l'atome et approvisionnement énergétique de la Suisse
- N° 119: Somalie: peu de perspectives de paix
- N° 118: L'Arctique: un dégel à potentiel de conflit
- N° 117: Inde-Etats-Unis: un partenariat au potentiel de développement limité
- N° 116: L'OTAN après Chicago: rhétorique intelligente et des incertitudes
- N° 115: Le Myanmar entre réformes politiques et pouvoir militaire
- N° 114: La résolution 1325 de l'ONU au banc d'essai
- N° 113: L'Irak Après le retrait des Etats-Unis: de nouveau au bord du gouffre
- N° 112: Crise de la dette et politique étrangère et de sécurité suisse
- N° 111: Les PPP dans la politique de sécurité: chances et limites
- N° 110: L'OSCE en position difficile
- N° 109: Afghanistan: vague espoir de solution régionale
- N° 108: La puissance protectrice: la renaissance d'une tradition?
- N° 107: Armes atomiques au Moyen-Orient: aucune solution en vue
- N° 106: Politique étrangère suisse après Mme Calmy-Rey
- N° 105: Médiation dans les conflits religieux
- N° 104: Fukushima et les limites de l'analyse des risques
- N° 103: La cartographie de crise: le phénomène et son utilité
- N° 102: L'Afrique du Sud: une puissance régionale limitée